



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra



Réseau Suisse  
Education et  
Coopération  
Internationale

## Lancement suisse du Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour Tous 2013/2014

« Enseigner et apprendre: Atteindre la qualité pour tous »

Haute Ecole Pédagogique, Fribourg

6.3.2014, 14.00-16.30

### Synthèse

Les discours d'ouverture de l'événement ont été prononcés par **Martin Dahinden**, Directeur de la DDC et **Jean-Pierre Siggen**, Conseiller d'Etat du canton de Fribourg, Directeur de l'instruction publique, de la culture et du sport.

Le rapport a ensuite été présenté par **Nihan Koseleci Blanchy**, chargée de recherche au sein de l'équipe RMS, qui a mis en évidence les 5 messages fondamentaux qu'il véhicule :

1. Aucun des objectifs de l'EPT ne sera atteint d'ici 2015
2. Il y a une crise mondiale de l'apprentissage
3. La qualité des enseignants fait la qualité de l'éducation
4. Les objectifs de l'éducation après 2015 doivent se focaliser sur les progrès des populations marginalisées et tenir compte des inégalités
5. Les objectifs post-2015 doivent être assortis de cibles précises concernant le financement de l'éducation.

La présentation du rapport et en particulier de ses recommandations a été suivie par de brèves réactions du panel, composé de:

- **Pascale Marro**, Rectrice de la HEP Fribourg
- **Valérie Liehti**, Conseillère politique en éducation de la DDC
- **Fabienne Lagier**, Représentante du Réseau Suisse Education et Coopération Internationale (RECI) et Vice-Directrice d'Enfants du Monde
- **Abdeljalil Akkari**, Professeur associé en dimensions internationales de l'éducation, Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation, UNIGE

Enfin, le public a été invité à exprimer son avis et à poser des questions aux panelistes et à la représentante du RMS, ce qui a donné lieu à une discussion riche et animée.

Lors des interventions préliminaires des panélistes et du débat avec le public, les thématiques suivantes sont ressorties :

### **1. Prise en compte de l'éducation non formelle**

La problématique de l'éducation non formelle est absente du rapport, alors qu'elle est prépondérante dans de nombreux pays et que les enseignants et les formateurs qui y travaillent sont encore beaucoup plus défavorisés que dans le secteur formel. En outre, il est fondamental de casser la division formel/non formel et de faire transparaître le lien entre les deux mondes, car ils se révèlent être complémentaires dans de nombreux contextes (vision holistique de l'éducation).

Ainsi, dans certains pays, l'implication d'animateurs issus du secteur non formel pour répondre à certains besoins du formel constitue une stratégie envisageable pour avoir des enseignants les plus compétents possible.

La DDC et plusieurs de ses partenaires soutiennent particulièrement le secteur non formel car il offre des voies alternatives ou complémentaires aux jeunes déscolarisés, notamment dans le domaine de la formation professionnelle. Ceci est le cas par exemple dans les pays prioritaires d'intervention de la DDC en Afrique de l'Ouest.

Selon la représentante de l'équipe du RMS, il est prévu que le rapport 2015 prenne davantage en compte cette dimension.

### **2. Vision holistique de la qualité de l'éducation**

Il est crucial d'adopter une approche holistique de la qualité et de lier formation des enseignants, formation des formateurs, évaluation des programmes et des apprentissages, curricula, langues d'enseignement, matériel didactique, rôle de l'école comme lieu d'apprentissage et de vie, etc. Dans ce sens, des politiques axées sur les enseignants n'auront pas d'impact si elles ne sont pas liées avec des politiques sur les autres composantes influençant la qualité.

En termes de coopération internationale, l'approche holistique se traduit par le renforcement des systèmes éducatifs dans leur ensemble et l'inclusion de différents niveaux et de différents acteurs.

De plus, l'éducation étant un système de flux, l'éducation primaire doit être liée à l'éducation secondaire, ainsi qu'à l'insertion socio-professionnelle. Le fait que tous les enfants aillent à l'école pendant 9 ans ne résout pas tous les problèmes, car la qualité va au-delà de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul. Par ailleurs, les problèmes de qualité sont aussi liés à la manière dont l'accès a été organisé au cours des vingt dernières années. En effet, la focalisation des efforts sur l'amélioration de l'accès a souvent été réalisée au détriment de la qualité (ex : forte augmentation du nombre d'élèves par classes, sans augmentation correspondante du nombre d'enseignants et sans adaptation de leur formation).

Enfin, parmi les domaines longtemps négligés et considérés comme cruciaux par les intervenants figure la formation des formateurs. Par conséquent, le simple fait que le rapport thématise cette question est considéré comme un progrès considérable.

### **3. Lien théorie/pratique et prise en compte des réalités du terrain**

Le fait que les enseignants soient placés au centre du débat est quelque chose de primordial, mais les recommandations sont éloignées des conditions actuelles des systèmes éducatifs dans les pays les plus pauvres. En effet, s'il est crucial d'avoir plus d'enseignants, certaines questions restent ouvertes : que vont-ils enseigner, dans quels environnements, avec quelle pédagogie ? Ces questions devraient en principe être traitées par le Rapport 2015.

Pour favoriser une formation en adéquation avec les besoins et conditions réelles des enseignants, il est fondamental de maintenir une riche alternance entre théorie et pratique et de travailler en étroite collaboration avec le terrain (stages, accueil d'enseignants). En effet, les responsables de l'éducation et les techniciens ont tendance à ne pas se parler, et il est difficile de nourrir le dialogue politique avec les questions du terrain.

Si le recrutement et la rétention des meilleurs enseignants peuvent constituer une priorité au Nord, dans la plupart des pays du « Sud », la réalité du terrain fait qu'il est illusoire d'espérer que les meilleurs étudiants deviendront enseignants, du fait de la dévalorisation de la profession notamment. Pour atteindre la qualité, d'autres questions primordiales doivent d'abord être résolues. La langue d'enseignement en est un exemple frappant, dans la mesure où il ne peut pas y avoir qualité si la langue utilisée n'est pas appropriée aux besoins des élèves.

Pour conclure, la qualité des connaissances et des compétences acquises dépend de leur pertinence pour les apprenants et donc du contexte dans lequel elles sont enseignées.

### **4. Indicateurs/méthodologie/données**

Il convient de rappeler ici que le mandat du RMS consiste à faire le suivi de l'EPT, et qu'il doit donc inévitablement se baser sur des chiffres pour observer les tendances. Les enquêtes utilisées sont TIMMS, PEARLS, SACMEQ, PASEC, lesquelles peuvent être comparées grâce à une méthodologie développée par l'équipe du RMS. Les données sont complétées par des chiffres tirés des statistiques de l'UIS et d'enquêtes ménage.

Un des points relevés comme positif à cet égard est le fait d'avoir des données désagrégées qui mettent en lumière les disparités.

Néanmoins, ce qui reste problématique est d'écrire sur la qualité en l'approchant par des mesures quantitatives (combien d'enseignants, de formations, etc.?). La tendance internationale est à la mesure standardisée des apprentissages, comme les évaluations des acquis de l'apprentissage (PISA, etc.), mais celles-ci ne mesurent

qu'une toute petite partie de la qualité de l'éducation. Tous les intervenants s'accordent pour dire qu'il faut aller plus loin, et se poser la question des besoins et des points critiques actuels en termes de modèle de développement.

Une prise en compte d'indicateurs plus qualitatifs est donc nécessaire, notamment à travers l'intégration de la pédagogie dans la définition de la qualité, mais il semble clair qu'un tel changement est extrêmement difficile à mettre en place.

## **5. Gouvernance, financement et dialogue politique**

Selon le rapport, 6% du PIB devrait être alloué à l'éducation et 20% du budget national à l'éducation. Cela est évidemment loin d'être le cas pour l'instant.

L'un des problèmes relevés est que l'éducation ne figure plus parmi les priorités de plusieurs bailleurs, la Suisse étant l'un des rares pays donateurs à ne pas suivre cette tendance. En outre, une grande part de l'aide ne quitte pas le « Nord » parce qu'elle est allouée à des bourses. Il est par conséquent nécessaire de reconsidérer l'allocation de l'aide pour qu'elle bénéficie aux pays et aux secteurs qui en ont le plus besoin. Si l'on prend l'exemple de la DDC, son intervention s'opère à différents niveaux : pas seulement local, mais aussi régional et international en collaboration avec des réseaux de la société civile et des instituts de l'UNESCO (UIL, IPE, BIE) pour fournir de l'assistance technique aux pays. La DDC apporte aussi bien de l'appui budgétaire que de l'appui projet et s'attache à toujours mener un dialogue politique avec les ministères. Elle aligne ses interventions sur les politiques et plans nationaux des pays dans lesquels elle intervient.

Au niveau de la gouvernance internationale, il existe depuis peu un cadre de concertation incarné par le Partenariat Mondial pour l'Éducation.

Cela dit, même si le financement international est considérable, l'éducation est avant tout financée par les pays du « Sud » eux-mêmes. C'est pourquoi la gouvernance et la redevabilité (*accountability*) sont particulièrement importantes dans ce domaine. Et cela ne concerne pas uniquement les ministères de l'éducation mais aussi les autres ministères concernés, ainsi que le secteur privé.

Pour conclure, le dialogue politique et l'échange entre les différents acteurs à tous les niveaux sont indispensables pour assurer le financement de l'éducation pour tous. Mais au-delà de la question cruciale du financement, le dialogue doit aussi porter sur la question plus large du type d'éducation souhaité, et du modèle de développement dans lequel il s'inscrit, en particulier dans le contexte actuel des débats post-2015. Des échanges et collaborations innovantes entre les HEP suisses et les acteurs du développement pourraient contribuer à un tel objectif.

Pour toute information supplémentaire et ressources utiles, se référer au [site internet du Réseau Education de la DDC](#).